

CIBLE

Décadence ?

La France, pauvre France, est un pays perdu. Son économie va mal, son territoire est envahi par les étrangers, sa culture est en miettes, son génie disparaît. Aliénée, dépouillée, conquise, la France n'est plus que l'ombre d'elle-même...

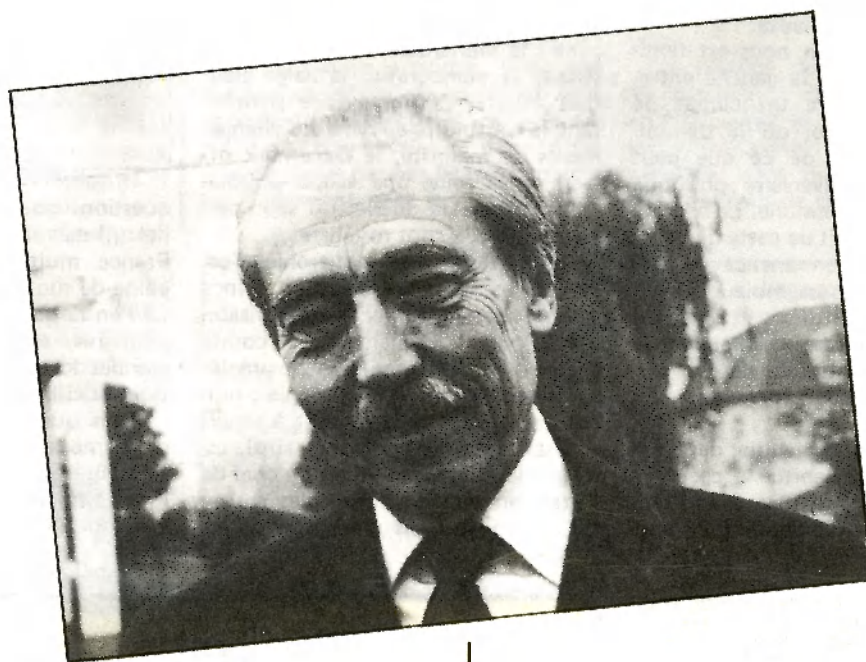
Qui n'a entendu chanter, sur tous les tons, le grand air de la décadence ? Et pourtant, Claude Simon vient de recevoir le prix Nobel de littérature, et c'est le dixième Français à l'obtenir. Vous ne le lirez jamais ? Là n'est pas la question. On ne lisait pas plus Descartes ou Proust «au temps de notre splendeur». Claude Simon témoigne de la vitalité de notre littérature. Et Fernand Braudel, qui vient de mourir, manifeste l'exceptionnelle qualité de notre école historique. Et Vladimir Jankélévitch, lui aussi récemment disparu, de l'ampleur de notre réflexion philosophique.

Il faudrait parler aussi des peintres, des musiciens, des scientifiques.

Notre culture, nos artistes, nos savants... Pour lutter contre le mythe de la décadence, faut-il devenir chauvin ? Mais Jankélévitch venait de Russie, Kundera est Tchèque de naissance, Tahar Ben Jelloun vit à Paris. Immigrés, exilés, hôtes d'une année ou d'une vie, ils ont choisi notre pays et notre langue. C'est dire, simplement, que la France est vivante.

Eh oui !

Si on essayait un roi



Défense

**Le futur
a déjà commencé**
(pages 6-7)

Thatcher

**Elle vend
son argenterie !**
(page 3)

Événement

La monarchie fait la "une"

Au départ de ce dossier, un premier constat fait par Albert du Roy, en éditorial : après les élections législatives, la «cohabitation» sera difficile, voire impossible, parce que la France est divisée et que sa classe politique est minée par l'intolérance. A regarder au-delà de l'hexagone, une deuxième évidence s'impose : «Les monarchies donnent une belle leçon à la république : on y cohabite sans peine». Conclusion, si la monarchie peut apparaître, de prime abord, comme une «hypothèse absurde», la situation politique actuelle est «une réalité bien plus absurde» encore. D'emblée, Albert du Roy relativise donc l'hypothèse qui pèse sur la monarchie (le manque de crédibilité) pour faire de cette dernière une «hypothèse» tout-à-fait sérieuse.

La démonstration nous est familière : la droite et la gauche entretiennent en France un climat de guerre civile froide, où la démolition systématique de ce que peut dire ou faire l'adversaire politique tient lieu de loi commune. Le chef de l'Etat est le produit de cette division. Il est donc en permanence partagé entre son rôle de rassembleur que lui attribue la Constitution et sa situation d'élus d'une partie seulement de la nation. La continuité de son œuvre est par conséquent rendue impossible.

«L'Événement du jeudi», depuis sa création, nous a habitué à ce genre d'analyse, et son directeur Jean-François Kahn poursuit depuis plusieurs

«L'Événement du jeudi» crée l'événement, en consacrant un dossier complet à la monarchie et en proclamant à la une :
«ET SI ON ESSAYAIT AVEC UN ROI !»

années une telle critique de notre climat politique. L'un de ses derniers ouvrages s'intitule d'ailleurs : «Et si on essayait autre chose ?». Mais c'est la première fois qu'il ose cette réponse : «Et si on essayait avec un roi !» Avant ce dossier, sa réflexion le conduisait plutôt à une restauration pure et simple de la IIIème République, avec une vision quelque peu utopique de ce régime.

L'avantage de la monarchie, c'est qu'elle a le mérite d'exister et de faire ses preuves. «L'Événement» nous trace quelques portraits très justes de «l'internationale couronnée» : la monarchie espagnole garantissant la démocratie, la belge assurant l'unité, la hollandaise permettant la continuité au-delà des changements de majorité, le Danemark offrant à sa reine une «super-popularité» comme la Suède, où sept personnes sur dix sont royalistes.

L'avantage de la monarchie, c'est d'avoir ici et maintenant un prince qui est prêt à assumer ses responsabilités. Pour «L'Événement», le comte de Paris rappelle son rôle et précise sa conception de la monarchie : non pas «prétendant», mais prêt à servir, si les Français en décident ainsi, assurant les pouvoirs actuels du chef de l'Etat, en «corrigeant les abus». Le comte de Paris n'esquive pas les



questions de la plus brûlante actualité : il ne voit pas le danger dans une France multiraciale, s'oppose à la peine de mort et à l'exploitation par Le Pen de la présence des travailleurs immigrés, approuve l'impôt sur les grandes fortunes et redoute l'application du «libéralisme sauvage».

Mais que pense la classe politique de la monarchie ? Beaucoup de personnalités interrogées ne trouvent pas l'idée si mauvaise, mais hésitent à révéler publiquement leur penchant.

Seul Jack Lang est carrément enthousiaste (puisque «la monarchie est de gauche !»).

«Si je ne représentais plus rien, seriez-vous venus me voir ?» a demandé le comte de Paris aux journalistes de «L'Événement» qui l'interrogeaient sur son poids politique. Et si la monarchie restait la revendication nostalgique de quelques-uns, si elle n'était pas une idée dans l'air du temps, l'un des premiers magazines français aurait-il pu en faire sa une et y consacrer un dossier de 20 pages ?

Emmanuel MOUSSET

«L'Événement du Jeudi», semaine du 28 novembre au 4 décembre 1985.

On pourra également lire dans «Dynamie» de décembre le dossier sur «L'Europe des rois» par Frédéric Delpech.

Mais qui donc alchimise cette double odeur - encens et myrhe ? - dans l'imprimerie de la NAR ? Pourquoi ces secrètes et odoriférantes expériences menées autour de la puissante offset ? Chuuuuut ! C'est bientôt Noël : on imprime le conte de Luc de Goustine, «La Place de l'Etoile». Avez-vous pensé à commander ce curieux petit ouvrage à offrir pour les fêtes et dédié au Prince Jean de France ? Prix pour 1 exemplaire : 50 F (60 F franco de port) Pour les commandes groupées (à partir de 2) : port gratuit.

royaliste

Sommaire : p. 2 : la monarchie fait la une - p. 3 : l'argenterie de Maggie - p. 4 : La valse lente - Mieux que Walesa ? - p. 5 : Les risques des tête-à-tête - p. 6-7 Le futur a déjà commencé - p. 8 : Touche pas à mon pote - p. 9 : La France imaginaire - p. 10 : Gérard de Cortanze - Colonel Redl - p. 12 : Les chemins de la solitude
RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Orfèvrerie

L'argenterie de Maggie

«D'un trait de plume, nous avons créé une armée de capitalistes». C'est John Moore, responsable du programme de privatisation qui parle. Et le petit Mao de Wall Street d'ajouter : «Une révolution culturelle est en marche». Ce que J. Moore n'annonce pas, c'est le prix de la «révolution». Car on brade du côté de la City. Les actions de British Telecom ont été cédées à 92 pence. Aujourd'hui, leur cours a doublé. Autre exemple : on sait maintenant qu'Amersham International aurait pu être vendu par l'Etat environ un tiers plus cher. En revanche, les «Merchant Banks» de la City ont, pour prix de leurs interventions depuis le début des dénationalisations, empoché l'équivalent de plus de 20 milliards de francs.

UN CAPITALISME POPULAIRE ?

S'il est exact que le nombre d'actionnaires a presque doublé entre 1979 et 1985 (pour revenir approximativement au niveau de 1958), ce phénomène n'a rien de miraculeux, puisque les titres concernés ont été cédés à des prix «attractifs». Il est plus intéressant d'observer le phénomène sur une longue durée : les actionnaires individuels représentaient la moitié des capitaux investis en Bourse il y a vingt ans. Le chiffre est tombé à un quart aujourd'hui. Le pourcentage du capital détenu par des actionnaires privés de British Telecom n'est plus aujourd'hui que de 10 à 15%. Le même mouvement est perceptible pour British Aerospace. Cela s'explique très bien, compte-tenu des prix de cession : ce que Mme Thatcher risque d'avoir popularisé, c'est la spéculation à court terme. Pour le reste, on observe un mouvement de re-concentration entre les mains de gros investisseurs.

SOCIALISER LES PERTES ET PRIVATISER LES PROFITS

Une règle d'or veut que l'on ne privatise pas une société non rentable dans l'immédiat : imagine-t-on un inconscient

L'Angleterre s'est habituée de longue date, à l'occasion des alternances entre travaillistes et conservateurs, aux nationalisations, suivies de privatisations. Mais l'ampleur des ventes réalisées par le gouvernement de Mme Thatcher donne au phénomène une dimension nouvelle. Du coup, la mode libérale aidant, tous les regards convergent vers Londres.



qui achèterait Renault avec ses pertes actuelles ? De même, il ne se serait trouvé personne pour acquérir Jaguar, en déconfiture il y a quelques années. On a donc mis l'accent sur la qualité (indispensable pour des

produits de «haut de gamme»), mais surtout diminué le personnel d'un tiers et investi massivement aux frais des contribuables. Ce n'est qu'après que les actions de Jaguar ont été cédées au public. Même méthode pour

National Freight qui a diminué de 5000 (sur 29.000) le nombre de ses salariés avant d'être proposé au secteur privé. Quant aux chantiers navals de British Shipbuilder, les seuls qui soient demeurés dans le secteur public sont ceux qui ne sont pas rentables. Dans ces conditions, on peut toujours gloser sur les vertus de la libre entreprise...

L'ARGENTERIE DE FAMILLE

Les déclarations d'un ancien ministre, pourtant conservateur, Harold Mac Millan, aujourd'hui Lord Stocton (avouez que cela a une autre allure que la Légion d'honneur), ont jeté un jour nouveau sur cette fureur mise par Mme Thatcher à dénationaliser. Pour lui, il ne s'agit que d'un moyen de renflouer les finances publiques.

Le Premier Ministre agit «comme une vieille famille ruinée qui vendrait l'argenterie pour payer le loyer». De fait, le tableau est sombre : le revenu moyen est tombé au niveau de l'Italie, le chômage touche environ 3,5 millions de personnes et, pour la première fois dans cette vieille nation industrielle, les importations de produits manufacturés dépassent les exportations... Les ressources du pétrole de la Mer du Nord, qui ont longtemps masqué le déclin, s'épuisent. Les 8 milliards de livres qu'ont rapporté les ventes au secteur privé furent donc les bienvenus (la suite du programme de dénationalisation devrait en rapporter 14). Mais pour les raisons exposées plus haut, l'Etat, malgré le credo libéral, demeure très engagé dans le secteur industriel puisque ses subventions au secteur nationalisé se maintiennent à 2 milliards de livres par an.

L'exemple britannique n'est donc guère encourageant. Chez nous, on comprend que non seulement R. Barre demeure fort discret sur les dénationalisations, ce qui n'est guère étonnant, mais aussi que les autres chefs de file de l'opposition restent évasifs dès lors qu'il s'agit de dépasser les slogans et d'entrer dans les détails concrets.

Alain SOLARI

Europe La valse lente

Le sommet européen réuni à Luxembourg début décembre devait être historique. Il s'est terminé par un compromis laborieux, aux conséquences douteuses.

Pour qui suit les affaires européennes depuis vingt ou trente ans, l'accord de Luxembourg est d'une affligeante banalité. Le grand marché intérieur, la coopération monétaire, l'harmonisation des politiques sociales, la coopération économique n'ont cessé d'être recherchés avec des résultats pour le moins médiocres. Quant à l'abandon de la règle de l'unanimité, il y a fort à parier qu'elle ne sera pas de sitôt décidée.

Force est de constater que l'Europe industrielle piétine. La logique économique résiste aux déclarations de principe, et bien naïf qui s'en étonnerait. Le marché commun tente d'associer des économies nationales et des entreprises qui produisent sensiblement les mêmes choses et qui, par conséquent, sont concurrentes à l'intérieur de la Communauté comme à l'extérieur. Comment, dans ces conditions structurelles, espérer réaliser une quelconque intégration ? Même dans le domaine de la coopération industrielle, les résultats sont limités. Les grands groupes privés européens n'ont pas conclu une seule alliance significative, et la coopération économique repose aujourd'hui

sur la seule volonté des Etats - la France tout particulièrement.

Il faut encore souligner que la nécessaire coopération économique ne s'inscrit plus à l'intérieur des « frontières » de la communauté européenne. Tantôt elle ne concerne que certains de ses membres (ainsi pour Ariane, pour l'Airbus), tantôt elle dépasse largement le cadre communautaire (ainsi pour le projet Eurêka). Même si certaines entraves à la libre circulation des personnes et des biens disparaissent, même si l'on parvient à définir des normes communes, la logique de l'intérêt particulier demeurera et les firmes d'Europe continueront à rechercher des alliances aux Etats-Unis et au Japon pour mieux concurrencer leurs partenaires théoriques de la C.E.E. A cette logique de la puissance, il convient d'ajouter le caractère désintégré de l'élargissement : plus les pays sont différents, moins ils ont de chance de former des projets communs.

La vieille mystique de l'intégration s'est brisée sur ces réalités. Presque trente années d'expérience montrent ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Là est le véritable progrès.

Yves LANDEVENEC



Brèves rencontres Mieux que Walesa ?

La rapide visite du général Jaruzelski à Paris a suscité une indignation plus politique et journalistique que populaire. Dans l'oubli des « lentesurs de l'histoire ».

Il ne fait aucun doute que l'émotion ressentie par les Polonais vivant en France et par leurs amis était d'une totale sincérité. Et la manifestation de quelques centaines de personnes le jour de la visite du général polonais était pleinement justifiée.

Ce qui n'est pas acceptable en revanche, c'est le soupçon, les accusations et les calomnies dont le président de la République a fait l'objet. Nul ne savait ce qui allait être dit, nul ne sait encore ce qui a été dit. Ce qui n'a pas empêché certains hommes politiques et nombre de journalistes de parler de retournement politique, de marché infâme, de trahison. Il est normal que Reagan rencontre Gorbatchev, malgré l'Afghanistan et la Pologne; il est normal que le Pape en personne rencontre Jaruzelski à Varsovie, ainsi que de nombreux chefs de gouvernement occidentaux. Ce qui est présenté ordinairement comme échange de vues nécessaire est tout à coup devenu un lâche abandon du peuple polonais.



Avant de s'engager ainsi, les censeurs de François Mitterrand auraient dû s'interroger sur les dirigeants de l'opposition polonaise, prudemment favorables à cette rencontre. « J'attends », a déclaré Lech Walesa, que M. Mitterrand révèle lui-même le contenu de cet entretien. Ce qui compte pour moi, en premier lieu, ce sont des résultats en ce qui concerne la situation intérieure de la Pologne ». Et Jacek Kuron, fondateur du KOR a souligné « l'estime toute particulière » qu'il portait au Président français avant de déclarer : « La France est particulièrement proche du cœur des Polonais. Je veux donc croire que si Mitterrand a précisément choisi de recevoir maintenant le général Jaruzelski, c'est qu'il était certain que les entretiens devaient servir le rapprochement entre la France et la Pologne mais surtout entre les deux sociétés française et polonaise ».

Souvenons-nous aussi que le chef

de l'Etat déclarait en 1981 que « tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon, à la condition de ne jamais confondre le désir que nous en avons et la réalité d'aujourd'hui (...) sachons mesurer les lenteurs de l'histoire ».

Sylvie FERNOY

Luc de Coustine "La place de l'étoile"

conte de Noël

dédié au Prince Jean

250 exemplaires numérotés

60 pages

(60 F franco)

Diplomatie

Les risques des tête-à-tête

En l'absence de résultat concret sur le fond des grandes questions, la «meilleure partie du sommet» a été «la durée, l'intensité, la franchise et l'envergure» (Reagan d'après Schultz) des cinq heures de tête-à-tête (sur quinze au total d'entretiens) qui n'étaient visiblement pas prévus.

Deux agréables surprises les avaient précédés. Alors qu'on s'attendait à un «show», la restauration de la règle du secret a réduit d'autant l'influence des médias et la part de propagande. La politique pouvait enfin ne plus se ramener au «message», les présidents à de «grands communicateurs».

L'absence des responsables de la Défense dans les délégations, où ils étaient remplacés par des soviétologues et des américanologues, a redonné au «langage politique» et à la diplomatie leurs lettres de noblesse. Les questions du désarmement ou d'intervention extérieure ne sont pas d'abord militaires. Il fallait s'adresser à la nature de la compétition entre les deux grands, donc à leur perception respective des idéologies et des objectifs nationaux.

INCONVENIENTS ET LIMITES

Les tête-à-tête posent trois problèmes :

1/ Au-delà de la difficulté technique à mémoriser et à interpréter puis à rendre compte aux absents, on peut se demander si le prestige retiré par les deux interlocuteurs auprès de leurs gouvernements et administrations respectifs n'est pas quelque peu illusoire. Ce qui frappe serait plutôt la relative impuissance de ces grands dirigeants solitaires à entraîner les «machines», à vaincre leurs pesanteurs naturelles. Quand un ministre, un directeur, un ambassadeur, sont laissés à eux-mêmes, voire court-circuités par quelques conseillers occultes, lesquels ne voient que les seuls «grands», leur autorité n'en sort-elle pas affaiblie et donc leur future efficacité dans l'exécution ? A moins d'imaginer que les «grands» se méfient de leurs ministres ou qu'ils ressentent le besoin d'avoir à les impressionner :

Rompant avec des traditions solidement établies, le sommet de Genève du mois dernier a consacré un nouveau genre de relation entre «Grands» : le tête-à-tête et les rapports d'homme à homme. Faut-il se réjouir de ce type de personnalisation au sommet ?



quer dans les débats au sein de la techno-structure, d'autant plus vifs qu'il les avait moins «contrôlés».

3/ Le risque est donc que l'on confonde le rôle des personnalités et les contraintes structurelles. Krouchtchev avait commis l'erreur à Vienne en 1961 de ne voir que Kennedy, négligeant la structure, ce qui le conduisit à Cuba. A notre tour, à la chute de Krouchtchev en 1964, nous accordâmes trop à la structure et nous ne

perçûmes que mal ou tard le changement intervenu avec Brejnev. Reagan a déclaré avoir gagné une «meilleure perspective sur l'Union soviétique». Le danger serait que, n'ayant jamais rencontré aussi intimement un dirigeant soviétique, ne s'imaginant pas vraiment comment fonctionne le Kremlin, Reagan aujourd'hui «croit» comprendre. Son action va donc dépendre de la perception personnelle qu'il a eue de Gorbatchev.

LE BUT DE GORBATCHEV

Ce dernier a montré qu'il avait su s'imposer à la hiérarchie communiste et la réformer en moins de temps qu'aucun de ses prédécesseurs. Il se sert aussi des médias pour agir sur l'opinion soviétique comme un levier, limité mais non négligeable. Il reste que se prévaloir d'une relation personnelle avec un président américain (au pouvoir pour au maximum trois ans) ne le mènera nulle part en URSS. Il le sait. Son action ne va pas dépendre de la perception qu'il a eue de Reagan ou des Américains, mais de la perception qu'il a et que ses collègues et le congrès auront, de l'état de l'Union soviétique aujourd'hui.

Sur les trois plans, la symétrie était donc fautive. Le tête-à-tête, seul à seul, Gorbatchev-Reagan n'a pu que faire dévier l'interprétation que l'on a donnée à l'occident du sommet de Genève (1).

Yves LA MARCK

(1) Y compris à Bruxelles aux membres de l'Alliance (une demi-heure d'exposé et une heure de réponse aux questions : quelle dérision).

leur exclusion ne serait qu'une marque de reconnaissance de leur pouvoir d'autonomie, ce qui soulève le second problème, celui de l'autorité politique.

2/ Côté soviétique, il n'est pas indifférent qu'un des préalables au sommet ait été la mise à l'écart de Gromyko. Le sommet, à son tour, est une pièce en vue du congrès du Parti communiste de février prochain qui, trente ans jour pour jour après celui de la «déstalinisation», devrait marquer la «débreynevisation».

Côté américain, on a affaire à un président qui, sur un fond de principes bien personnels, s'en est toujours

remis pour l'action au «consensus» préalablement élaboré au sein des administrations rivales. Il déteste qu'on vienne lui exposer les oppositions entre services. Haig, Weinberger, en ont fait l'expérience. Mac Farlane a dû son succès à son art du consensus. Ce style, moins soucieux d'ailleurs d'impact électoraliste que de confort intellectuel, a gêné les initiatives de politique extérieure dont le bilan est si mince par rapport à celui d'un Nixon. Si, préoccupé de son image historique, Reagan veut aller de l'avant (comme il l'a montré à Genève où l'acteur jouait pour la première fois sans «script»), il lui faudra s'impli-

Yves La Marck

MONARCHIE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

avec une préface de Régis Debray

et une postface de Paul-Marie Couteaux

un livre de 120 pages

Prix franco : 95 F

Le futur a déjà comme

Royaliste : Plus de deux ans après le lancement par le président Reagan du projet d'Initiative de Défense Stratégique, peut-on se faire une idée de ce que sera la riposte soviétique ?

Pierre-Marie Gallois : Il est évident que l'URSS ne va pas laisser aux Américains le monopole des nouvelles techniques d'armement et notamment celle des canons laser, éventuellement embarqués à bord de satellites. Il est donc probable qu'il y aura de sa part deux démarches simultanées.

La première consisterait à neutraliser le système défensif américain fondé sur ces futures armes à laser. Cela sera relativement facile. Il leur suffirait par exemple d'augmenter le nombre d'ogives, puisqu'ils ont une capacité de lancement excédentaire, ou encore de diminuer le nombre d'ogives au sol (à longue portée) et, dans le même temps, d'accroître le nombre d'ogives sur sous-marins (à courte trajectoire). Ils pourraient aussi procéder par leurres : mettre de côté tous les vieux réacteurs d'avions civils et militaires, les répartir dans des champs en Sibérie et, le jour venu (si jamais ils décidaient d'attaquer, ce qu'en aucun cas je crois), les mettre en route. Ceci aurait pour effet de produire une intense quantité de chaleur qui alerterait le dispositif de surveillance par satellites américain. Et puis, rien ne se passerait, quand le dispositif aurait épuisé ses batteries, les Soviétiques lanceraient leurs fusées... Quatrièmement, ils pourraient aussi faire tourner leurs fusées pendant l'ascension de manière à ce que les rayons laser adverses ne portent jamais sur le même point, ce qui augmenterait l'énergie nécessaire pour détruire ces fusées. Enfin, ils pourraient faire accompagner la fusée qui monte d'un dégagement de fumée, car le laser est troublé par la fumée ou l'humidité. C'est un peu la faiblesse des lasers par rapport aux accélérateurs de particules qui, eux, traversent n'importe quoi, mais qui, pour l'instant, sont beaucoup trop lourds pour être satellisés.

La seconde démarche reviendrait à faire la même chose que les Amé-

ricains. Ce qui conduira peut-être, dans 25 ou 30 ans, à deux boucliers (l'un américain, l'autre soviétique) qui, naturellement, ne seront jamais étanches à 100%. Les Américains estiment pouvoir obtenir une destruction à 90% des fusées adverses au départ du territoire ennemi et les 10% restant seraient détruites par des écrans successifs protégeant le territoire national.

Evidemment cela se traduira (contrairement à ce que pense M. Reagan) par une accélération de la course aux armements stratégiques, chacun des adversaires voulant saturer le système défensif de l'autre.

Royaliste : Les Soviétiques ne possèdent-ils pas d'autres moyens d'action, sur le plan juridique international notamment ?

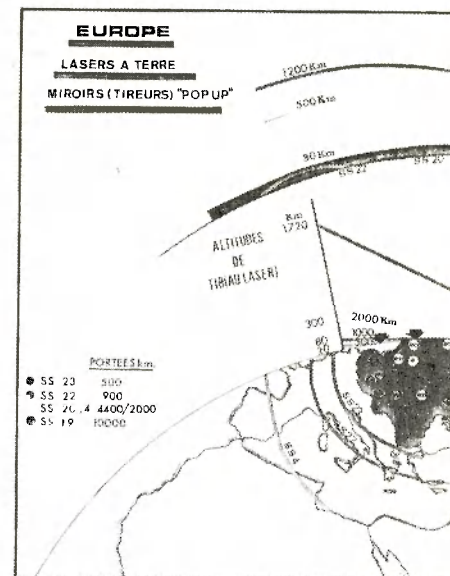
P.-M. Gallois : Ils peuvent effectivement, lorsque les Américains lanceront leur premier satellite armé, l'abattre, puisqu'ils ont les moyens de le faire... A leur tour, les Américains, en guise de représailles ne manqueront pas de détruire un satellite soviétique. Dès lors, l'opinion mondiale épouvantée dans la mesure où elle verra là les débuts d'une guerre générale, fera pression sur les gouvernements pour que ceux-ci réclament et obtiennent des négociations à Genève. L'URSS demandera alors la propriété de l'espace.

Jusqu'à présent, il est convenu internationalement que l'espace est national jusqu'à environ 80 km, ce qui correspond à la hauteur à laquelle on peut le défendre avec des avions. Mais aujourd'hui les Soviétiques interviennent jusqu'à 3000 km. Donc, en demandant la propriété de l'espace situé à la verticale de leur territoire, jusqu'à cette altitude, ils gêneraient considérablement le système américain dont les satellites tournent à peu près à 1000 km de haut. Ceux-ci seraient alors interdits de passage sur un territoire devenu national.

Cela promet de beaux jours à la fois aux chercheurs, aux servants, aux techniciens et... aux juristes.

Royaliste : Et les réactions dans les autres pays ?

P.M. Gallois : La plus intéressante est celle du Japon qui, pour les rai-



sons que vous savez, n'est pas une puissance militaire et ne peut accéder au nucléaire. En revanche il est étroitement associé aux Etats-Unis en matière de techniques avancées (laser, accélérateurs de particules, ondes micrométriques, canons électromagnétiques...). Il n'est pas exclu par conséquent qu'un jour ce pays saute l'étape du nucléaire pour devenir une puissance militaire grâce à ces nouvelles techniques.

Royaliste : La R.F.A. n'est-elle pas dans une situation semblable ?

P.-M. Gallois : Oui. A ceci près que sa situation politique diffère de celle du Japon, en ce sens que ses gouvernants ne peuvent rien faire qui compromette définitivement les chances de réunification. Le Japon a donc une plus grande liberté d'action.

Quant aux autres pays, je me suis employé à faire une étude qui consiste à appliquer certaines techniques américaines au cas particulier de l'Europe. Supposons que les Américains mettent à Seattle, dans l'Etat de Washington, de très puissants lasers. Mais compte tenu de la sphéricité de la terre, il ne leur est pas possible d'atteindre une base soviétique de lancement de fusées car il faudrait que le laser se courbe, or il se propage en ligne droite. Par conséquent, vues les distances qui les séparent de l'URSS, ils sont obligés de recourir aux satellites. Donc, s'ils veulent détruire les fusées soviétiques au moment de leur départ, ils doivent dans le même temps lancer, près de la région du pôle, un miroir qui monterait à 200 km d'altitude pour réfléchir le laser qui viendrait atteindre les dites-fusées. Seu-



ncé



lement, les fusées mettent environ 150 secondes pour monter à 200 km. Il faudrait donc lancer le miroir à 2000 km beaucoup plus vite, ce qui suppose une accélération qui n'est pas envisageable aujourd'hui, sinon en dépensant énormément de carburant (par centaines de tonnes). Ce système n'est donc pas viable pour les Américains.

Mais pour les Européens il l'est ! Si nous considérons toujours la rotondité de la terre, le méridien de Bruxelles et les zones où sont déployés les missiles soviétiques qui visent les installations de l'OTAN, nous nous apercevons qu'il suffit de monter à 20, 80 ou 300 km pour voir directement le départ des fusées soviétiques. On peut alors envisager un système qui tiendrait compte du fait qu'il y a au centre de l'Europe un massif alpin où seraient installés de puissants lasers qui, d'une part, n'auraient besoin que de petites quantités d'énergie puisqu'ils seraient à terre (et non sur satellites) et, d'autre part, auraient une bonne directivité puisque placés en altitude (3500 m). Ils n'auraient pas à subir les turbulences de la basse atmosphère. On peut imaginer qu'un satellite géo-stationnaire voie

par infra-rouges le départ des fusées ennemies et qu'il déclenche le tir des faisceaux laser en même temps que le lancement du miroir, lequel monterait à 80, 100 ou 200 km pour réfléchir le rayon laser destiné à détruire les fusées soviétiques.

Cette technique est donc plus accessible pour l'instant aux Européens qu'aux Américains. Elle aurait pour conséquence de dénucléariser l'ensemble de l'Europe centrale. Mais l'Europe de l'Ouest n'y travaille guère.

Royaliste : Quand on analyse ces projets qui paraissent farfelus par leur ambition, ce qui frappe ce n'est pas seulement la mise en place de boucliers militaires (américain ou soviétique), c'est aussi les répercussions que ne manquera pas de provoquer le mode de financement pour le moins étonnant (de la part de Ronald Reagan) de l'I.D.S.

P.-M. Gallois : Ce qui est déterminant c'est l'argent qui va aller stimuler la recherche américaine dans des domaines qui, jusqu'à présent, n'avaient pas d'application commerciale et par conséquent n'étaient pas explorés et qui vont donner aux Etats-Unis (et probablement à l'URSS) une avance scientifique considérable sur le reste du monde; puis une avance industrielle et, enfin, une avance commerciale, puisque c'est le cycle habituel. Les autres pays - comme la Chine, l'Inde, le Brésil - je parle des grands pays en voie de développement - et les vieilles puissances que nous sommes (en voie de sous-développement ?), resteront très en arrière. C'est là qu'est le danger.

Alors, en France, on a cru bon de

RÉFÉRENCES

Dans une précédente interview (cf. «Royaliste» numéro 418) nous avons analysé avec le général Gallois les raisons qui ont poussé le président Reagan à lancer son projet de «guerre des étoiles» (I.D.S.) ainsi que les procédés techniques utilisés par les laboratoires de recherche pour parvenir à

créer au dessus des Etats-Unis un bouclier étanche à 90%. On trouvera des explications remarquablement claires sur ces questions techniques complexes dans le nouveau livre du général Gallois : «La guerre de 100 secondes», Fayard, 150 F. franco.

répondre à cette menace par le projet «Eurêka». Comme toujours c'est un faux semblant. Car, si l'on compare les deux projets, on s'aperçoit que M. Reagan, champion du libéralisme, a adopté une attitude de financement «marxiste» puisque c'est l'Etat qui prend en charge des études qui n'ont pas de résultat commercial immédiat et qui, par ce fait même, ne peuvent intéresser les industriels d'une économie libre. De plus l'ampleur du financement risque d'accélérer l'exode des cerveaux vers les Etats-Unis dans des proportions sans commune mesure avec ce qui existe actuellement.

Au contraire Eurêka, voulu par un gouvernement «socialiste» repose sur un mode de financement capitaliste en ce sens que l'on demande aux industries privées de financer l'essentiel des projets. Automatiquement celles-ci vont se tourner vers des technologies dont elles savent qu'elles auront des profits immédiats. Par conséquent, avec Eurêka, nous allons viser à des travaux qui prendront corps en 1988, 89 ou 90. Tandis que l'I.D.S. américaine travaille sur des programmes à plus long terme, qui n'aboutiront qu'en l'an 2000, 2005 ou 2010. Eurêka n'a donc aucun rapport avec l'I.D.S. et ne correspond en rien à ce que les Américains et les Soviétiques s'apprêtent à faire.

De plus, d'après ce que je sais, c'est une opération qui, pour la France, n'est pas très bénéficiaire, puisque sur les dix-huit pays qui sont associés à Eurêka, la France finance 50% des projets ayant reçu jusqu'à présent le label. Les dix-sept pays restant vont donc tirer profit de nos propres recherches en y contribuant que très faiblement, selon un processus que nous ne connaissons que trop...

Royaliste : Pour en revenir aux techniques nouvelles dont nous parlions tout à l'heure, celles-ci ne vont-elles pas créer une situation stratégique totalement inédite ?

P.-M. Gallois : En utilisant des lasers à haute énergie, agissant à la vitesse de la lumière à des distances considérables, on obtient une sélectivité extraordinaire. Lorsque, expéri-

mentalement, on fait exploser une charge nucléaire, l'énergie est dissipée dans toutes les directions. C'est une dilapidation d'énergie. Il n'y a que les points de tangeance avec l'objectif qui sont utiles, tout le reste est du gaspillage. C'est la raison pour laquelle cet armement n'est pas utilisable couramment. L'usage du laser permet un renversement de situation : ce n'est pas l'utilisation d'une énorme quantité d'énergie (perdue dans une proportion de 999 pour mille) mais une très faible quantité d'énergie tellement concentrée qu'elle est destructive à très grande distance avec une très grande sélectivité. Nos enfants verront peut-être l'expérience suivante : à la verticale de Paris, on pourra, avec un laser de grande puissance, viser le 70ème étage de l'Empire-State-Building à New-York en détruisant la 5ème fenêtre à partir de la gauche, et seulement celle-là, sans toucher le reste !

Autrement dit, pour la première fois dans l'histoire des guerres, on arrivera à détruire les armes de l'autre sans toucher aux combattants, en dissociant le combattant de son arme. Avant on tuait l'homme pour qu'il ne puisse pas combattre et que son arme soit inutilisable, avec ce qui se prépare on pourra peut-être détruire l'arme sans toucher l'homme.

De plus, comme cet armement est utilisé à la vitesse de la lumière, il n'y a plus de stratégie, il n'y a plus de combattants. Ce sont des scientifiques qui le serviront, qui le concevront et qui le mettront en valeur. Eux-mêmes seront incapables de le mettre en œuvre sans l'aide de robots pensant plus vite qu'eux, et créeront des auxiliaires électroniques. Le politique ne pourra que définir des critères d'utilisation, sans qu'aucune intervention ne soit plus possible ensuite, faute de temps.

Si j'ai appelé mon livre «La guerre de cent secondes», c'est qu'effectivement, en sept siècles, on vient de passer de la guerre de cent ans à la guerre de cent secondes. Il n'y a que cent secondes pendant lesquelles ces fameuses fusées sont réellement destructibles. Ces cents secondes comprennent la détection par un satellite géo-stationnaire, la communication de l'information, la communication de l'ordre correspondant, le dé-

(suite de la page 7)

clenchement des lasers (ou d'autres systèmes), le tir sur les fusées ennemies en cours d'ascension. Le tout en cent secondes... Je serais surpris, dans ces conditions, que l'intervention humaine soit concevable.

Sans s'en rendre compte, les E.U.A. préparent un nouveau cycle d'armement. Après le cycle des armes de jets, le cycle des armes à feu à courte portée, le cycle des armes à feu à longue portée, le cycle nucléaire, il y aura, dans dix ou quinze ans, le cycle de l'arme à énergie dirigée, avec un énorme pouvoir de concentration et de sélectivité sur ce qu'il faut détruire à grande distance et à la vitesse de la lumière ou presque.

Royaliste : Face à cette situation, quel peut-être le rôle de l'Europe ?

P.-M. Gallois : Tout le problème des pays européens est de savoir s'ils resteront passifs devant ces organisations futures ou s'ils s'uniront, s'arangeront, s'entendront pour rivaliser avec les deux grandes puissances. Je vous le dis tout de suite, je ne crois pas un instant à leur entente car l'Europe est une expression géographique mais pas politique. Vous en avez l'exemple en ce moment avec l'Allemagne qui a refusé de participer à la navette Hermès, préférant louer un satellite sur la navette américaine pour aller sur sa propre station spatiale. Elle vient encore de refuser de participer à un satellite d'observation pour continuer à bénéficier des seules informations américaines. Quant à l'Angleterre c'est la même chose. L'Italie - elle - est occupée par le bassin méditerranéen et l'Espagne a d'autres soucis...

Pour toutes ces raisons, je ne crois pas à une union des pays de l'Europe. Et pourtant, s'ils ne pouvaient pas s'unir dans le cycle nucléaire, étant donnés les risques qu'impliquait l'usage de cet armement à cause de la dissipation de l'énergie dans tous les sens, ils le pourraient avec les armes à énergie dirigée qui, par leur sélectivité extraordinaire, rendent ce risque nul.

Par conséquent, l'union européenne serait concevable, mais il y a d'autres considérations qui exercent des forces centrifuges et la rendent impossible.

propos recueillis
par Patrice Le Roué

Pote-génération Touche pas à mon pote

Dans un petit livre de 150 pages, Harlem Désir, président «par hasard» de SOS-racisme, parcourt les 14 mois d'existence de son association.

En effet, c'est dans une histoire folle que nous entraîne Harlem Désir tout au long de ce livre marathon. De troquets en galères, d'espoirs en colères, du Havre à Marseille, du palais de l'Élysée à l'Hôtel de ville de Paris et de Bruxelles à Stockholm, en passant par l'inévitable place de la Concorde le 15 juin dernier.

le Parti socialiste, «sur lequel on ne peut pas compter». En saluant aussi le courage d'Olivier Stirn et de quelques personnalités de la droite parlementaire, préférant juger les hommes sur leurs actes plutôt que sur leurs étiquettes.

Celui, ensuite, de la fragilité d'un mouvement amené très vite sur les devants de la scène par des vedettes



Ni chiffre sur l'immigration - ce n'est pas sur ce registre qu'il a décidé d'intervenir - ni invective envers l'extrême-droite - ce n'est pas son propos -, pas de trucage pas de haine, pas de morale non plus. Juste ce constat : «La France multiculturelle, multiconfessionnelle, multicolore n'est pas un but pour lequel nous militons, c'est une réalité que rien ne sert de nier».

C'est donc avec lucidité et animé de la force tranquille du bon sens que le président de SOS-racisme et ses compères ont évité les écueils qui se sont dressés sur leur route.

Celui de la récupération politique d'abord. Malgré leurs sympathies pour la gauche, Harlem, Rocky, Shéhérazade, Marc, Thaima, Diégo et Julien ont su garder leurs distances avec

du show-biz et de l'intelligentsia parisienne, qui ont assuré son développement dans toute la France et étendu son champ d'action à l'Europe.

Dernier écueil enfin et non des moindres : rassembler dans un même mouvement anti-raciste, des beurs et des juifs et les associer dans des actions spectaculaires mais néanmoins porteuses d'espoirs.

Reste à ce jeune mouvement qui a bouleversé le paysage de l'antiracisme et fait basculer la jeunesse des années 80 de la «bof» à la «pote» génération, à régler les problèmes de désunion entre ses différentes composantes. Le succès du rassemblement du 7 décembre à Paris, semble montrer qu'il y est parvenu.

Didier LE ROUÉ

Harlem Désir - Touche pas à mon pote - Ed. Grasset, prix franco : 53 F.

Mitterrand Les paradoxes de la fidélité

Au-delà des polémiques, le portrait du Président que brosse Jean-Marie Colombani permettra de mieux connaître cet homme secret et de se préparer à l'inattendu.

François Mitterrand n'a jamais été un homme politique aimé. A l'image inquiétante du Florentin, s'ajoute maintenant celle d'un Président infidèle à ce qu'il a été, et peu respectueux de ses promesses. Même son attitude, souvent distante, le dessert à une époque où beaucoup de carrières se jouent sur la séduction.

Faut-il s'en tenir au portrait-robot de l'intrigant qui a réussi ? Le livre de J.-M. Colombani permet de préciser le trait, de le nuancer, et de rendre à François Mitterrand une part de vérité - une part seulement car, comme tout homme, l'actuel Président échappe à la définition. Si la vérité de F. Mitterrand est tellement difficile à établir, c'est peut-être parce qu'il incarne les paradoxes de la fidélité. Fidélité aux siens, amis et compagnons politiques. Fidélité à soi-même, républicain de gauche socialiste de la vieille tradition française. D'où un itinéraire politique beaucoup plus rectiligne qu'on ne le dit, et des convictions bien plus fermes qu'on ne le croit.

Le paradoxe, c'est que F. Mitterrand doit, depuis 1981, vivre ses fidélités dans l'exercice d'un pouvoir qui change le regard, modifie l'attitude, transforme l'acte politique même au point de le rendre «incommunicable». Voici l'homme de l'amitié plongé dans la solitude, le républicain de gauche qui reçoit la charge d'une monarchie élective, le socialiste contraint de gérer une mutation à devenir le Président de tous les Français...

D'aucun s'empresseront de dire que ces contradictions sont insurmontables. Le livre de J.-M. Colombani permet de comprendre et, avant de juger, il faut observer de près ce portrait, aussi éloigné de la complaisance que de la caricature.

B.L.

(1) Jean-Marie Colombani - Portrait du Président - Gallimard 1985. L'auteur sera l'invité des «Mercredis de la NAR», le 18 décembre à 20 h.

La France imaginaire



Voici longtemps que, dans notre culture, l'imagination n'est plus prise au sérieux. A la folle du logis, délirante et perverse, nous avons coutume d'opposer le sain réalisme, le goût d'un concret qui ne s'embarrasse pas de rêveries. Aussi paraît-il déraisonnable, et presque blasphématoire, de publier que la France est imaginaire. La France telle que nous la vivons, et non pas une doctrine particulière. D'entrée, nous voici proche du reniement. Allons-nous à notre tour jeter le drapeau aux orties, nier l'existence du fameux «pays réel», tenir pour dérisoire le sacrifice de tant de ses enfants ?

Il est vrai qu'il y a des conceptions de la France qui ne sont plus recevables. Le thème barrésien de la terre et des morts est aussi douteux que l'obsession sacrificielle des vieux républicains, et le «retour au réel» en honneur dans les années quarante a couvert trop d'ignominies pour ne pas demeurer frappé d'une légitime suspicion. En politique comme en économie, il faut toujours se méfier des appels au réalisme : quand l'objet n'est pas cerné, quand les faits à respecter ne sont pas clairement établis, ils induisent à se soumettre à la force brute, à accepter la logique du pire. Le réalisme en politique, c'était évidemment Pétain, pas de Gaulle...

Faut-il pour autant se détourner de la France, et tenir pour illusoire toute réflexion à son sujet ? Non pas. Grâce au rejet des doctrinaires du nationalisme, malgré la désuétude du vertueux patriotisme républicain, apparaissent aujourd'hui de nouvelles manières de dire la France, de la ressentir, et de la faire aimer. Cela dans les livres, mais aussi dans les peuples de France, et chez ceux-là mêmes qu'on présente comme menaçants pour notre identité. J'en veux pour preuve cette réflexion d'un jeune Beur, recueillie récemment par notre confrère «Libération». «Je ne veux pas, disait cet anonyme, devenir Arabe comme Le Pen est en train de devenir Français». En quelques mots, voici magistralement résumées les questions qui nous préoccupent - celle des différences culturelles, celle de l'identité nationale - et le simplisme xénophobe pris à son propre piège : tout discours d'exclusion risque de créer le danger qu'il prétend écarter, c'est-à-dire le repli des immigrés dans l'absolu de leur différence. Il est remarquable que ce jeune Arabe refuse cet enfermement et la violence qui en procèderait, pour lui-même et dans le souci de l'autre, avec cette volonté, émouvante, que nul dans ce pays ne s'égare ni ne se perde. Même Le Pen, malgré ses provocations, n'est pas contesté dans sa qualité d'homme et de citoyen; ce qui est redouté, c'est la façon réductrice dont il *est en train de devenir* Français. Disant cela, le jeune Arabe, peut-être dépourvu de carte d'identité nationale, a en lui une certaine image de la France et une relation avec elle, assurément singulière mais très profonde.

La France personnelle ...

Qu'une certaine image de la France, ou une certaine idée comme disait de Gaulle, soit essentielle, que notre sentiment d'appartenance se vive et s'éprouve de multiples manières, nous en faisons chaque jour l'expérience. Aucune définition de l'identité nationale ne peut être satisfaisante, aucune doctrine de la nation ne permet d'en rendre pleinement compte. Même l'histoire de France nous est personnelle, comme l'a montré François George (1). Ce jeune philosophe parisien, très représentatif de la génération de 1968, n'a pas écrit le livre attendu. Point de retour à la terre au sortir des illusions révolutionnaires, point de message délivré avec le sérieux que donne l'expérience du totalitarisme militant, ni de théorie d'une nouveauté discrètement conforme à l'air du temps. Il s'agit d'une promenade, et non d'un voyage savant. Cette «Histoire personnelle de la France» n'a rien du Guide Bleu ou de l'enquête sociologique. Comme toute promenade, elle est faite de rencontres, y compris avec soi-même, de détours et de découvertes. Parfois nous retrouvons des lieux familiers - la tombe de Chateaubriand, telle route des Ardennes - et des personnages connus : Alain Krivine et sainte Thérèse de Lisieux, Sartre et le général de Gaulle. Mais, cheminant en compagnie de François Georges, nous ne cessons d'apprendre sur notre pays.

La tendresse du regard porté sur les choses et sur les êtres n'exclut pas son acuité. Et l'itinéraire personnel de François George, forcément différent de celui de ses lecteurs, ne l'empêche pas de visiter les lieux célèbres et de rencontrer les grands événements vécus en commun. Voici le moulin de Valmy. La bataille qui s'est déroulée alentour marque le commencement de la guerre absolue, non par l'effet d'une mutation technique, mais parce que l'idée de la France a changé : «quand la France était considérée comme la propriété du roi, les opérations pouvaient rester limitées, la monarchie dispensait du nationalisme. Si la France n'est plus domaine royal mais corps maternel, la perte de deux provinces représente une mutilation insupportable. La blessure infligée à la patrie appelle l'holocauste». C'est dire que l'imaginaire, la symbolique, ne sont pas étrangers à la politique. Les révolutionnaires français le savent bien : en 1793, «le meurtre du roi est réel parce qu'il est symbolique». Cette puissance de l'imaginaire, le général de Gaulle l'a incarnée de façon extraordinaire. L'homme qui parvient à changer par deux fois le cours de notre histoire est d'abord un rêveur, un poète. Sa force, c'est sa faiblesse même, qui lui interdit toute concession; ses victoires, il les obtient en évitant ou en contournant la force, par sa capacité, poétique et poétique, de dire ce qui va être, de faire apparaître, par sa parole, une nouvelle réalité.

... et la France sensible

Il faudrait suivre François Georges longtemps encore, du nord au sud de notre pays. Quittons-le cependant pour rejoindre un autre vagabond amoureux de ses songes. Il s'agit de Pierre Sansot, sociologue grenoblois trop peu connu. Un autre intellectuel dira-t-on. Mais son livre (2) ne peut être rangé sur le rayon des sciences sociales. Pour Pierre Sansot, «la France est un fait d'imagination». Cela signifie qu'elle ne saurait être réduite au jeu des intérêts, à des caractères ethniques (quel mélange depuis l'origine...) ni même à un projet politique. La France, c'est la relation qu'on a avec elle, inépuisable, sensuelle, et pourtant jamais éperdue. Les adeptes d'un réalisme pur et dur crieront au «subjectivisme». Mais une analyse objective laisserait échapper cet imaginaire sans lequel notre appartenance à la collectivité française demeurerait incompréhensible et ne pourrait être vécue. Aussi personnel que l'histoire de France évoquée plus haut, le livre de Pierre Sansot sera immédiatement familier à l'ensemble de ses lecteurs. Qu'importent les engagements politiques : la République au village - le 14 juillet - nous l'avons connue, et aimée parce qu'elle appartient à notre enfance. De même la dictée, lue solennellement par le maître d'école, les fables de la Fontaine, et Victor Hugo. Tout cela est en train de disparaître, comme le village lui-même qui permettait de maintenir, vivant, le lien avec l'enfance, de connaître toutes les dimensions de l'existence sociale, d'éprouver autrement le temps.

Qu'on ne voie pas en Pierre Sansot un passéiste, ennemi des villes et de l'électricité. Sans doute l'existence moderne est-elle plus abstraite et plus solitaire. Mais la France sensible existe toujours par ses paysages, ses couleurs, ses odeurs et sa langue. Malgré les avions et les trains, elle ne cesse d'être immense et secrète, inépuisable et déconcertante - «la France, si proche, si accueillante, mais toujours un peu ailleurs, un peu plus loin...» Une telle évocation est étrangère à la mystique barrésienne, comme à la nostalgie ordinaire de la France profonde. Elle ne dessine pas un «modèle de société», elle n'oriente même pas notre regard vers des lieux obligés. Au Tarn-et-Garonne, on peut préférer d'autres terres; à l'évasion dans la France, le franchissement des frontières. Simplement, après tant de théories et de statistiques, Pierre Sansot nous dit que la France est une idée neuve, à inventer chaque jour.

B. LA RICHARDAIS

(1) François Georges - *Histoire personnelle de la France* - Baland, 1983, prix : 93 F.
(2) Pierre Sansot - *La France sensible* - Champ Vallon, 1985, prix franco : 110 F.

Galop d'essai

Les enfances narquoises de Gérard de Cortanze

Journaliste, traducteur, essayiste, Gérard de Cortanze nous offre aujourd'hui un premier roman, sournoisement autobiographique, plein de drôlerie et de charme.

*Je ne sais comment peut vivre
qui ne porte à fleur d'âme
les souvenirs de son enfance...*

Conclusion avec ces vers d'Unanimo ce que l'on a ouvert sous un exergue d'Augusto Roa Bastos : « Il sentit au plus profond de lui que tout était faux. Un rêve. Mais que cette fausseté, ce rêve étaient la seule vérité qui lui fût permise ». Voilà ce qui s'appelle situer pertinemment la gageure qui consiste à établir en littérature les traces diffuses que chacun conserve de sa propre genèse. Leur et fausseté, sans doute, mais aussi nécessité de puiser, pour survivre, à la source mythique de ses commencements. Littérairement, en somme, prétexte - du même nom que la toge dont les Romains vêtaient l'adolescent déclaré : **pré-texte** anticipant, ébauchant le texte, le textile adulte et sans retour qui se fera passer pour le Destin.

A cela, pour son premier roman, s'est livré joliment Cortanze. Pardon! Gérard Roero de Cortanze, d'une « *antica et illustre famiglia piemontese* » qui, d'avoir tant compté de cardinaux, conseillers d'Etat, chambellans, ministres, gouverneurs, chevaliers de Malte, et jusqu'à un vice-roi de Sardaigne, pourrait mal se remettre d'être tombée dans la

débîne, émigrée dans le faubourg de Saint-Ouen, et de n'avoir plus pour dignitaires que débardeur aux Halles, chauffeur de taxi, barman, électricien, concierge, mécanicien, empaqueteuse, couturière (une « gouine », murmure-t-on, la bouche pinsa mutation en petit bourgeois français.

Le drame, s'il en est un (et c'en est toujours un de naître et de grandir) est que Gérard, à mesure qu'il feuillette l'histoire et s'y raconte, se découvre avant l'heure héroïquement gaulliste, anti-curé (il faut voir quels souvenirs il en garde !), et mai-soixante-huitard; qu'il a pour l'écriture, et la Bretagne, des tendresses baroques, et de touchantes façons d'enfermer les adultes dans leurs contradictions, de faire tomber le savon de Marseille dans le pot-au-feu, et de solenniser d'un rituel exaltant les corvées les plus prosaïques. Un secret pour cela : Cortanze, dès la mamelle est un nourrisson de la pellicule et n'a de cesse qu'il n'ait monté les *rushs* du monde vécu en superproduction rédemptrice.

Première œuvre attachante et d'une prometteuse irrévérance.

Luc de GOUSTINE

Gérard de Cortanze - Les enfants s'ennuient le dimanche - Ed. Hachette. Prix franco : 105 F.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Contestable

Colonel Redl

Quel dommage qu'une transposition historique contestable vienne gâcher le plaisir que l'on éprouve devant ce film de qualité !

Si l'on excepte les œuvres de Miklos Jancso, le cinéma hongrois, qui produit une vingtaine de films par an, est peu connu en France. Istvan Szabo est né en 1938. A son actif, il a huit longs métrages. Le dernier d'entre eux, « Colonel Redl », qui a représenté la Hongrie à Cannes et obtenu le prix du jury, est actuellement projeté sur les écrans.

Dans l'empire austro-hongrois finissant, Redl, fils d'un chef de gare ruthène (1), est admis sur sa valeur à l'académie militaire où il côtoie les fils de la meilleure aristocratie. Dès lors, il emploie toute son énergie à faire oublier ses origines plébéiennes. Pour se faire admettre dans une société conformiste, il écarte sa famille, évite la fréquentation des juifs et, bien qu'homosexuel, se marie. Nous savons que Redl a effectivement existé; mais, pour les besoins de sa démonstration, Szabo a transposé la vérité historique. Les scènes destinées à suggérer cette course vaine et pathétique à l'honorabilité sont incontestablement les plus fortes du film. Le symbolisme des masques, portés par les invités d'un grand bal officiel, est

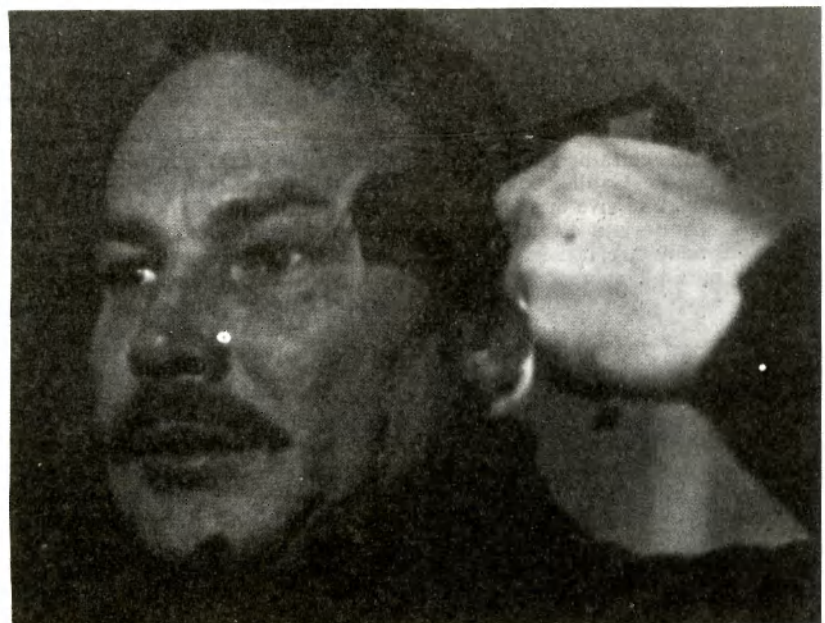
transparent. Szabo excelle à faire revivre la fin d'un monde qui danse sur un volcan, où les classes aisées elles-mêmes critiquent ouvertement le vieil empereur François-Joseph.

Pourquoi le film dérape-t-il alors ? Car, sur la fin, il ne nous convainc plus. C'est que Szabo fait manifestement le procès du totalitarisme, et il transpose sa démonstration au début du siècle, dans un autre régime. Certes, le procédé est classique mais il trouve vite, en la circonstance, ses limites : entre le « despotisme éclairé » de la monarchie austro-hongroise et le totalitarisme moderne, il y a une différence de nature.

Dommage ! Car Klaus-Maria Brandauer et Armin Müller-Stahl sont parfaits dans des rôles difficiles. Et si le film, de facture classique, est parfois un peu froid, le talent de cinéaste d'Istvan Szabo éclate dans les cadrages et les couleurs de certaines scènes. On souhaiterait les revoir au service d'une démonstration moins contestable.

Pierre CARINI

(1) La Ruthénie a été annexée par l'URSS en 1945.



Nouveaux lecteurs
n'hésitez pas
à demander
une documentation

(voir page 10)

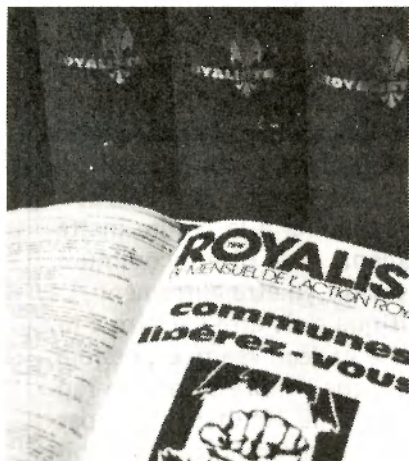
MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec une personnalité politique ou un écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 h.

Mercredi 18 décembre, nous accueillons **Jean-Marie Colombani**, chef du service politique du «Monde» qui viendra nous présenter son nouveau livre, «Portrait du président» (voir la note de lecture en page 8).

Les conférences sont interrompues pour les fêtes et reprendront le mercredi 8 janvier.

conservez «Royaliste»



Avec ce numéro de «Royaliste» l'année 1985 s'achève. C'est le moment pour ceux de nos lecteurs - et ils sont nombreux - qui conservent leur collection du journal, de vérifier si il ne leur manque aucun numéro, et d'acheter la reliure en pleine toile bleue avec inscription or que nous mettons à leur disposition. Cette reliure contient environ deux années de «Royaliste». Pour les nouveaux lecteurs (ou pour les négligents...) nous pouvons fournir aussi une collection complète des numéros parus en 1985.

Tarif :
- chaque numéro, prix franco : 10F
- la collection complète des 22 numéros parus en 85, prix franco 120F
- La reliure pour contenir 50 numéros, prix franco 60F.

Cité

Depuis quelques semaines vous avez pu remarquer que nous faisons une publicité très régulière pour «Cité». Nous nous étions aperçus en effet que beaucoup de nos lecteurs ne connaissaient pas notre revue trimestrielle et avions décidé de proposer des conditions exceptionnelles pour la faire connaître. Il reste encore quelques jours pour en profiter.

Rappel de notre offre spéciale : un abonnement d'un an (4 numéros) pour 90 F, plus - en cadeau - notre dernier numéro paru (qui contient entre autres l'entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie sur la «nature du pouvoir royal»).

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Emmanuel Le Roy Ladurie



Édition

Surabondance nuit-elle ?

«Vous publiez trop de choses, je ne sais plus que choisir». Voilà un reproche récent que l'on nous a fait et que nous prenons plutôt pour un compliment...

Pour comprendre cela il est nécessaire de procéder à un petit retour en arrière. Dans les premières années de notre mouvement, nous avons publié un certain nombre de livres mais à un rythme bien modeste qui tenait à notre faiblesse financière. Nous étions obligés d'attendre d'avoir complètement rentabilisé un ouvrage avant de pouvoir songer à l'édition d'un autre. Depuis, notre situation financière s'est améliorée et surtout nous nous sommes dotés d'un matériel d'impression autonome qui nous permet de fabriquer nous-mêmes les livres que nous publions. D'où une production éditoriale beaucoup plus abondante. Revers de la médaille : la parution d'un nouveau livre n'est plus ressentie par nos lecteurs comme un événement pour le succès duquel

il faut se mobiliser et, devant l'abondance relative des parutions, il arrive même à nos amis de procéder à un choix; à une sélection dans leurs achats.

Nous souhaitons très vivement que nos amis fidèles ne procèdent pas ainsi et achètent **systématiquement** toute notre production, qui reste malgré tout modeste. C'est une condition impérative pour assurer la rentabilité de nos livres et pour que nous puissions continuer à publier de nouveaux ouvrages à un rythme convenable.

La période des fêtes étant celle des cadeaux, c'est le bon moment pour examiner le petit panorama de nos publications récentes et de compléter sans tarder votre bibliothèque et celle de vos amis.

BON DE COMMANDE A RETOURNER A «ROYALISTE» 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS

Nom/Prénom :

Adresse :

commande le(s) livre(s) suivant(s) :

- Bertrand Renouvin, «La République au roi dormant» prix franco : 85 F ☐
- Bertrand Renouvin : «Monarchie et démocratie», prix franco : 14 F ☐
- P. et P. Girault de Coursac, «La démocratie selon Louis XVI» prix franco : 23 F ☐
- Yves La Marck, «Monarchie et politique étrangère», avec une préface de Régis Debray, prix franco : 95 F ☐
- Luc de Goustine, «La place de l'étoile, conte de Noël», dédié au Prince Jean prix franco : 60 F ☐
- Marc Desaubliaux, «La fin du parti royaliste» (à paraître en janvier 1986), prix de souscription : 85 F ☐

Je joins le montant de ma commande, soit F
à l'ordre de «Royaliste», CCP 18 104 06 N Paris.

Les chemins de la solitude



A observer les cercles du pouvoir, l'impression dominante ces dernières semaines était celle de chemins toujours plus divergents. Le premier, le Parti socialiste a choisi sa route et annoncé qu'elle serait celle de l'opposition. Après avoir publié le nombre des rescapés de la bataille électorale, le voici qui proclame, sur de grandes affiches, que «la droite revient». Comme je l'ai déjà dit (1) l'essentiel, pour le parti dominant, est de préserver son identité, de sauvegarder une intégrité qu'il a cru menacée par le projet d'un rassemblement plus large.

Faute d'avoir pu imposer au Parti socialiste sa volonté de rassemblement, le Premier ministre s'est retrouvé seul lui aussi, à égalité avec L. Jospin dans une campagne dont il aurait dû être l'animateur, et apparemment très éloigné du Président. Lors de sa dernière conférence de presse, ce dernier semblait avoir pris son parti de cette situation. Regardant plus loin que l'échéance électorale, il esquissait déjà son attitude en cas de victoire de la droite et posait les conditions d'une possible cohabitation assumée par lui dans la solitude. Enfin, la révélation par Laurent Fabius du «trouble» provoqué par la visite du général Jaruzelski et des rumeurs de démission ont créé, quelques jours durant, l'atmosphère bien connue des «fins de règnes».

SÉRÉNITÉ

T très vite, on a pourtant vu que le trouble du Premier ministre n'annonçait pas son départ, et que le sentiment exprimé publiquement était plus honorable que les manœuvres de Michel Debré à la fin de la guerre d'Algérie et de Georges Pompidou dans l'affaire de la participation. Surtout l'étonnante sérénité du Président de la République au cours de son entretien avec Jean-Pierre Elkabach a changé, sinon les données, du moins le climat poli-

tique. Est-ce complaisance de le souligner ? Certainement pas.

Il est vrai que le chef de l'Etat se trouve, à l'orée de la campagne législative, dans la situation paradoxale que ses prédécesseurs ont connue. Président de tous les Français, arbitre selon la Constitution, il ne saurait être le chef d'un camp. Pourtant, la poursuite de sa politique repose sur le succès des partis qui l'ont porté au pouvoir et qui l'ont soutenu. De fait, le Président a indiqué son «hypothèse favorite», qui est celle d'une victoire de l'actuelle majorité. De fait, le Président défend le bilan de la gauche, contre ceux qui veulent détruire l'œuvre entreprise depuis 1981. Serait-il donc en train de redevenir un partisan ? Oui, si l'on compare l'action du Président de la République à celle d'un monarque d'une démocratie européenne. Ici, l'ambiguïté inévitable du rôle, ailleurs la clarté, l'indépendance, l'impartialité de la fonction royale.

Faut-il dès lors se désintéresser de la 5ème République et de ceux qui y président tour à tour ? Non, car l'esprit monarchique de la Constitution favorise un comportement d'une autre nature, chez celui qui est habité d'un souci politique véritable. Si nous avons tant contesté M. Giscard d'Estaing, c'est parce qu'il vivait notre monarchie de fait, sur le nostalgique et l'exprimait par la caricature. Dans sa fidélité républicaine, François Mitterrand a mieux compris et incarné les institutions actuelles, en s'efforçant d'assumer, autant que possible, leur fondamentale ambiguïté.

L'ENJEU

La difficulté soulignée, il faut maintenant mesurer l'enjeu. Par delà la victoire d'un camp sur un autre, il concerne la légitimité du Président, l'indépendance et la permanence de sa fonction, le domaine propre de son action, la défense du projet pour lequel il a été élu. Tels sont les points décisifs sur lesquels François Mitterrand entend se

battre, même si son hypothèse favorite ne se réalise pas. Il y a là autre chose qu'un choix partisan, même si la défense du bilan le conduit à marquer sa préférence. Le Président est là, fort de sa légitimité démocratique, et restera parce qu'il a été constitutionnellement élu pour sept ans. Etre là, dans la 5ème République, ne peut signifier une présence muette et inactive. Le Président est le gardien des institutions, il ne saurait permettre un retour à la 4ème ou le passage à une 6ème République. Le Président a la garde du patrimoine national et ne peut tolérer que celui-ci soit dilapidé, ainsi que la charge de la politique étrangère (2).

En d'autres termes, F. Mitterrand peut s'accommoder d'une défaite de ses partisans, mais il ne peut abandonner sa fonction, remettre à d'autres son pouvoir de décision. On s'est étonné que le Président compare celui-ci à la pointe inaltérable du diamant, et le dise incommunicable. Il ne saurait en être autrement. La décision politique doit être l'affaire d'un seul, aussi libre et légitime que possible, sinon elle n'est que l'expression d'un rapport de force ou la résultante des passions. Quant à l'incommunicabilité, loin d'exprimer le mépris ou le repli sur soi-même, elle signifie que le chef de l'Etat entretient d'abord un dialogue avec la France. Là est le seul véritable secret du pouvoir, et la condition première de décisions conformes à l'intérêt du pays.

Des royalistes ne peuvent manquer de comprendre le Président sur ce terrain éminemment politique. Qu'ils jugent sa légitimité partielle - faute d'une dimension historique - qu'ils soulignent le paradoxe d'institutions inachevées, ne peut les empêcher, s'ils veulent préparer l'avenir, de défendre ce qui est : l'unité de la décision et l'indépendance d'un chef de l'Etat plus soucieux que d'autres de la justice et de notre commune liberté.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf l'éditorial du numéro 437.

(2) Cf «Le Monde» du 11 décembre 1985.